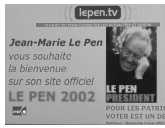


Le programme du Front National

23 04 2002 - 19:30



On connaît dans les grandes lignes le programme de Jean-Marie Le Pen, en matière d'immigration et sécurité: tolérance zéro, rétablissement de la peine de mort, renvoi de près de 3 millions d'immigrés dans leur pays. Mais le front national veut aussi un retour à la souveraineté nationale, la diminution des impôts, l'augmentation des dépenses, notamment pour la police, l'armée et la justice. Un programme que Georges Moucheron analyse avec un professeur d'économie politique.

Jean-Marie Le Pen

Je suis socialement à gauche, économiquement à droite, et plus que jamais nationalement de France.

Pour une formule, c'est une belle formule. Mais quand on examine d'un peu plus près le programme de Jean Marie Le pen, par exemple sur son site internet, on est en droit de se demander, entre autres, comment il pourra équilibrer les dépenses et les recettes.

S'il est élu président, Jean-Marie Le Pen s'engage en effet à supprimer progressivement l'impôt sur le revenu, à abolir les droits de succession en ligne directe, et à réduire l'impôt sur les PME. Un programme qui laisse perplexe plus d'un économiste.

David de la Croix, Professeur d'économie IRES-UCL

Jean-Marie Le Pen s'attaque aux impôts les plus redistributifs, donc l'impôt sur les revenus et les droits de succession. Il veut les supprimer. Et donc là il va clairement à l'encontre de ce qu'il dit quand il prétend être le porte parole des petits, des pauvres, etc.

Jean-Marie Le Pen promet aussi de renforcer les moyens de la justice et de la police, de reconstruire l'armée, et de garantir le niveau des retraites pour tous.

En clair: plus de dépenses pour moins de recettes.

Pour équilibrer un tel budget clairement, il faudrait réduire les dépenses par ailleurs. Ce qu'on peut dire c'est que les régimes autoritaires souvent sont caractérisés par des dépenses publiques importantes, défense, police, justice. Donc, ici, on ne sait pas très bien ce qu'il met entre les lignes: est-ce qu'il veut réduire le budget de l'éducation, de la coopération au développement, etc? Tout cela serait sans doute peu de choses, par rapport à la réduction des recettes.

Pour équilibrer son budget, Jean-Marie Le Pen propose de réduire les dépenses de l'état, sans préciser comment. Il s'engage aussi à dénoncer les traités européens, c'est-à-dire à abandonner l'euro. Et il veut rétablir les frontières commerciales pour protéger l'économie française.

Mais ce n'est pas si simple.

Imaginons par exemple toutes les entreprises françaises qui maintenant sont intégrées dans l'Europe, donc travaillent dans l'espace européen. Mettre des barrières commerciales, ça revient à mettre des barrières à l'intérieur de ces entreprises. Ca revient à détricoter une bonne partie du tissu productif. ET donc clairement ce serait très mauvais pour la croissance, et ça engendrerait une crise économique importante, en tout cas pour la France et ce serait aussi un choc important pour ses pays partenaires.

Autrement dit, si Jean-Marie Le Pen devient président, cela risque d'aller très mal pour l'économie française, mais l'Europe non plus n'en sortira pas indemne.

Georges Moucheron.